



Déclaration liminaire FSU 12 à la

FS-SSCT du 7 novembre 2024

Madame la Présidente, Monsieur le Secrétaire Général

Mesdames et Messieurs les membres de la FS-SSCT de l'Aveyron

La FS-SSCT se tient pour la première fois de l'année et ce, dans un contexte politique qui conforte les personnels de l'Education Nationale dans un sentiment de manque de reconnaissance de la part de notre ministère, sentiment que nous dénonçons régulièrement en tant que représentant du personnel.

Tout d'abord nous ne pouvons que constater une marque de mépris pour la communauté éducative et l'École publique à travers la nomination d'Anne Genetet comme ministre de l'Education Nationale. Cette dernière n'a jamais exercé la moindre fonction au sein de l'Education Nationale. Tout laisse à penser qu'elle poursuivra quoi qu'il en coûte le « Choc des savoirs », ce projet d'École conservateur et réactionnaire vivement contesté par la communauté éducative.

Puis, c'est le ministre de la fonction publique, Guillaume Kasbarian qui annonce le passage à trois jours de carence pour les fonctionnaires. Si elle était adoptée, cette mesure serait une attaque majeure contre les droits des agents. Elle serait aussi la confirmation que ce gouvernement, sous couvert de prétendues contraintes budgétaires, poursuit son objectif de mise à mal de notre modèle social, à travers une nouvelle attaque frontale contre la Fonction publique et ses personnels. C'est pourtant ces mêmes fonctionnaires qui font vivre le service public au quotidien sans la reconnaissance qu'ils et elles méritent pourtant chaque jour. Passer de un à trois jours de carence, c'est faire payer toujours plus les agents malades ; c'est s'obstiner dans une mesure idéologique qui a mille fois montré ses limites (plusieurs rapports attestent que cela n'améliore en rien la présence effective des personnels) ; c'est pousser les agents à se rendre au travail malades, au risque de provoquer par la suite un arrêt plus long ; c'est placer les agents dans une situation financière délicate lorsqu'en plus des 3 jours de carence, ceux-ci verront leur traitement ramené à 90 % si leur absence se prolonge.

Ce ministre, à travers cette mesure, oublie que nombreux sont les personnels qui, lors des épidémies, contractent grippe, gastro, COVID... au contact des élèves. Ils devraient ainsi être sanctionnés de 3 jours de carence alors que c'est parce qu'ils étaient en classe qu'ils sont tombés malades !

Par ailleurs, le quotidien de certain-es de nos collègues dans leur classe est parfois emprunt d'une violence insoupçonnable pour une personne ne travaillant pas à l'Education

Nationale. Je vais vous lire, Mme la présidente, un signalement sur le RSST qui a été enregistré au mois de juin et qui résume malheureusement ce que notre collègue a subi pendant quasiment toute l'année scolaire 2023/2024 :

Ce signalement sur le RSST décrit une situation de violence subie par une équipe enseignante et les élèves de la classe en raison de crises violentes et régulières d'un élève. Les élèves de la classe ont peur, les adultes de l'école sont à bout de force, épuisés... Cette situation a perduré du mois de novembre jusqu'à la fin de l'année scolaire.

Nous savons aujourd'hui, en tant que membre de cette formation, pour l'avoir constaté lors des entretiens que nous effectuons durant nos visites, que cette collègue et la directrice (qui a également fait un signalement édifiant) seront marquées, traumatisées par ce qu'elles ont vécu. Nous ignorons si elles ont été placées en arrêt maladie parce qu'à un moment, il leur était devenu impossible de se rendre au travail. Dans ce genre de situation, de nombreux personnels ignorent que leur arrêt de travail est un accident de travail pour RPS. Lorsqu'elles et ils le savent et demandent au médecin de le stipuler sur l'arrêt de travail, ils et elles se voient souvent opposer un refus. Serait-il normal que ces personnels subissent 3 jours de carence parce que c'est leur travail qui les a rendu malades ?

Lors de chaque instance de la F3SCT, la FSU ne manque pas de dénoncer la dégradation des conditions de travail, le manque de reconnaissance de notre ministère voire le mépris que subissent les personnels à travers les réformes successives imposées, la dégradation financière des fonctionnaires avec le gel du point d'indice... Il y a de moins en moins de candidats au CRPE et au CAPES, mais rien n'est mis en oeuvre pour améliorer les conditions de travail des fonctionnaires. Au contraire, depuis plusieurs jours, on assiste dans les médias à un retour au fonctionnaire bashing" orchestré par le ministre de la Fonction Publique, soutenu par le gouvernement, opération de bashing qui est conjuguée à de grandes campagnes de recrutement dans les médias mettant en avant l'utilité et le sens de notre profession. Oui vraiment l'époque est folle et totalement destabilisante !! L'Education Nationale est devenue le monde des injonctions contradictoires et des coups de communication qui sont tellement éloignés des réels besoins des personnels.

Cette année encore, Mme la présidente, la FSU ne manquera pas d'être attentive, vigilante aux conditions de travail de tous les personnels de l'Education Nationale et de dénoncer les dysfonctionnements de notre institution subis par toutes et tous.